

de l'Inde - on pourrait même craindre qu'ils les protègent davantage. Le compromis intervenu à Punta del Este a été le suivant: la tenue de négociations dans le cadre du GATT pour ce qui est des biens, hors du GATT pour les services, mais sous le contrôle d'un comité de négociation général et durant la même période. La formule reflète un conflit non réglé.

D'un point de vue politique, on peut comprendre le refus de tout compromis, étant donné le néo-protectionnisme sévissant sur le marché des biens et la détérioration marquée de la situation de l'agriculture. Il est plus déconcertant d'un point de vue économique. Il suppose une notion statique du développement économique qui serait particulière au commerce des services, c'est-à-dire peu probable. Il est déjà clair que les nouveaux pays industriels de l'Asie de l'Est, ainsi que le Brésil et l'Inde eux-mêmes, ont des possibilités dans certaines branches de services. La crainte d'un compromis suppose également un cloisonnement rigoureux des secteurs d'activité - ressources, biens, services - qui n'existe pas à l'heure actuelle et dont la possibilité disparaîtra rapidement à l'avenir à mesure que s'efface la distinction entre les champs respectifs des industries et des secteurs. Dans tous les domaines, les services constituent des facteurs clés de la production ainsi que des compléments essentiels aux échanges commerciaux. Il serait plus approprié de parler de fusionnement que de cloisonnement.